

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
28 avril 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 15 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 3 septembre 2002 (S/2002/989).

La République du Cameroun a adressé au Comité contre le terrorisme le rapport complémentaire ci-joint, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(Signé) Inocencio F. Arias



**Annexe**

[Original : français]

**Note verbale datée du 31 mars 2003, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par la Mission permanente du Cameroun auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York présente ses compliments au Comité contre le terrorisme créé par la résolution 1373 (2001) et, se référant à sa lettre datée du 24 février 2003, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport complémentaire du Cameroun sur les mesures nationales contre le terrorisme.

**Pièce jointe**

**Rapport complémentaire présenté par le Cameroun au Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste\***

---

\* Les pièces jointes sont conservées au Secrétariat où elles peuvent être consultées.

## PARAGRAPHE I

***Alinéa a) – Quelles personnes physiques ou morales sont tenues de déclarer les avoirs étrangers qu'elles détiennent sur le territoire de la République du Cameroun ? Est – ce que les personnes physiques ou morales sont tenues de déclarer les avoirs qu'elles détiennent à l'étranger ? Prière de définir l'expression « avoirs étrangers » ?***

Toutes les personnes physiques ou morales résidentes sont tenues de déclarer tous les avoirs en devises étrangères qu'elles détiennent au Cameroun dans un délai de huit (08) jours et de les céder au système bancaire. Toute personne physique ou morale résidente est tenue de déclarer et de rapatrier tous les avoirs détenus à l'étranger. Par « avoirs étrangers » il faut entendre : le produit des investissements directs à l'étranger ; le produit d'une vente à l'étranger ; la rémunération des services rendus à l'étranger ; les cachets des artistes et les gains des sportifs.

***Quelles sont les transferts qui sont soumis à la réglementation des changes et ceux qui ne le sont pas ?***

Tous les transferts de fonds à l'extérieur de la zone franc sont soumis au contrôle des changes par le biais de l'autorisation de transfert délivrée par l'autorité monétaire. Toutefois, dans le cadre de la réglementation de changes de la CEMAC, tous les transferts courants sont directement exécutés par les banques qui sont tenues de rendre compte à l'autorité monétaire par voie de déclaration a posteriori. Et, pour les mouvements de capitaux, tous les transferts de plus de 100 millions restent soumis à l'autorisation préalable de l'autorité monétaire.

***Quelles sont les sanctions applicables lorsque les banques ne signalent pas les transactions suspectes ? Est – ce que des sentences sont déjà prononcées pour défaut de déclaration de transactions suspectes ?***

Au Cameroun, le transfert des fonds au-delà de 100 millions de FCFA nécessite au préalable, une autorisation expresse du Ministère des finances et du budget. Les établissements de crédit sont tenus de signaler toutes les transactions suspectes notamment celles qui ont trait à des personnes inconnues, aux montants trop élevés et à l'origine douteuse des fonds. Quant aux critères d'appréciation des cas semblables, elles relèvent de l'examen des pièces justificatives de toute transaction. Les mesures administratives prises au niveau des Banques concernent l'obligation d'identification des clients ainsi que des ayants droits économiques. Le

dispositif en cours permet de surveiller particulièrement certaines opérations portant sur des sommes dont le montant unitaire ou total est supérieur à 500.000 FCFA. Une vigilance particulière est exercée à l'égard des transferts électroniques de fonds internationaux ou domestiques. Quant au dispositif répressif, une législation spécifique en matière de terrorisme est en cours d'élaboration ; elle permettra de prendre en compte les cas de défaut de déclaration des transactions ayant trait à des opérations de financement du terrorisme.

***Est – ce qu'il existe au Cameroun des réseaux bancaires informels (tels que la hawala) ? Prière de décrire les dispositions juridiques qui, le cas échéant, les régissent ?***

Au Cameroun, il existe des réseaux bancaires informels appelés « tontines », qui s'occupent davantage de l'épargne domestique. Le Cameroun ne connaît donc pas le phénomène de « hawala ».

***Est – ce que le Cameroun compte promulguer une législation contre le blanchiment d'argent ?***

Le Cameroun a ratifié le 28 Octobre 1991, la convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes adoptée à Vienne le 20 Décembre 1988, car il est convaincu que la crédibilité et la pleine efficacité de la lutte contre le blanchiment des capitaux commandent d'introduire dans tous les Etats, un cadre juridique inspiré des normes et standards internationaux en la matière. Il est par ailleurs partie au Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) dont l'action se situe en droite ligne du Plan d'Action contre le blanchiment adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 10 Juin 1998 et les recommandations édictées par le Groupe d'Action Financière (GAFI). C'est fort des apports issus de ces instances qu'il a entrepris l'élaboration d'une législation anti-blanchiment des capitaux qui est en cours.

***Alinéa b) – Etant donné que le Cameroun compte ratifier la Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme, le Comité souhaiterait recevoir un rapport de situation sur les modifications éventuellement proposées pour appliquer ladite convention, en ce qui concerne plus particulièrement ses articles 2 et 4.***

Tous les éléments d'application de ladite Convention seront directement intégrés dans le cadre de la législation nationale globale que le Cameroun se propose d'élaborer et d'adopter.

***Alinéa c) – Veuillez décrire la procédure qui aboutit au gel de fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques dont on soupçonne qu'ils appartiennent à des terroristes ou à des organisations terroristes.***

La procédure peut être déclenchée à partir de la demande motivée d'une quelconque personne. Pour geler les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques dont la provenance paraît suspecte, il existe une procédure administrative qui peut être diligentée selon les cas, soit par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), soit par l'autorité monétaire sur la base d'une déclaration de soupçon. L'autorité monétaire peut aussi poursuivre des infractions à la réglementation de changes à l'issue des descentes qu'effectuent les responsables du Ministère des Finances auprès des établissements de crédit. Au plan judiciaire, dès lors que les Banques ne se conforment pas aux règlements professionnels et administratifs pertinents, des peines privatives de liberté, d'amendes et certaines peines accessoires telles les déchéances, la fermeture d'établissement et la confiscation peuvent leur être appliquées (article 19 du Code pénal). Des mesures de sûreté peuvent également être prises et entraîner l'interdiction d'exercer la profession et la relégation. (cf réponse détaillée dans le premier rapport du Cameroun).

***Comment une demande de gel de fonds, avoirs, etc. au Cameroun formulée par une autorité étrangère est-elle traitée selon les lois et réglementation interne du Cameroun ?***

Toute demande de gel de fonds formulée par une autorité étrangère qui parvient à l'autorité monétaire camerounaise par voie diplomatique, est répercutée aux établissements bancaires pour exécution. Le cas échéant, l'on procède par demande d'entraide judiciaire. Au plan judiciaire, le Parquet peut, dès sa saisine, prononcer une mesure de suspension provisoire qu'il notifie à l'organisme financier et aux parties en cause par tout moyen laissant trace écrite. Cette mesure interdit pendant un délai de 48 heures renouvelable une seule fois, que l'exécution de l'opération suspectée soit poursuivie ou que les fonds soient mis à la disposition ou utilisés au bénéfice des personnes suspectées.

***Prière d'expliquer comment le contrôle exercé sur les avoirs et comptes par le conseil national du crédit et la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) peut – il aider à l'application de l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution ?***

La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale exerce un pouvoir de contrôle sur tous les établissements de crédit de la zone. C'est en vertu de ce pouvoir qu'elle prend des directives pour la sécurité du système

bancaire auxquelles toutes les banques sont assujetties sous peine de fermeture de leur établissement.

***Prière de fournir au Comité la liste de terroristes présumés jointe à la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 14 décembre 2001. Sur quelle base cette liste a – t – elle été établie ?***

Sur la base de la circulaire évoquée, une liste de 27 personnes aussi bien physiques que morales a été communiquée aux établissements de crédit. Cette liste qui comprend des organisations telles : AL-QAÏDA / ISLAMIC ARMY, ABUSAYYAF GROUP, ARMED ISLAMIC GROUP (GIA), HAKKAT UL MUJAHIDIN (HUM), ISLAMIC MOVEMENT OF UZBEKISTAN (IMU), ETC., a été communiquée au Cameroun par le Conseil de Sécurité pour faciliter l'application de la résolution.

***Alinéa d) – Sur quelle base juridique et selon quelle procédure le Ministère des collectivités territoriales décide – t – il d'approuver ou de refuser les collectes publiques de fonds ?***

Les collectes publiques de fonds sont régies au Cameroun par la loi n° 83/002 du 21 juillet 1983 régissant les appels à la générosité publique et son décret d'application n° 85/1131 du 14 août 1985 fixant les conditions d'octroi de l'autorisation d'appel à la générosité publique. Ces dispositions subordonnent tout appel à la générosité publique à l'autorisation préalable sur la base d'un dossier réglementaire soumis à l'appréciation de l'autorité administrative par des catégories juridiques bien déterminées. Il en est ainsi notamment des établissements publics, des comités de développement, des associations, fondations et établissements reconnus d'utilité publique ou ceux agréés ainsi que des congrégations religieuses. Il convient de relever que l'autorisation accordée n'est valable qu'à l'intérieur du territoire national. En cas de refus, une notification motivée est faite au requérant par tout moyen laissant trace écrite.

***Comment est – ce que le système de suivi des mouvements de capitaux permet de veiller à ce que les fonds réunis par les organisations caritatives, religieuses ou culturelles par des moyens autres que les collectes publiques ne sont détournés de leurs buts déclarés vers des activités terroristes ?***

Il a été promulguée une législation sur les associations et les organisations non gouvernementales. L'objet de ces entités est régulièrement suivi et tout changement dans les objectifs qu'elles se sont assignées est susceptible d'entraîner des mesures administratives et judiciaires appropriées.

## PARAGRAPHE II

***Alinéa a) – Prière d'expliquer comment le Cameroun érige en infraction pénale le recrutement de membres de groupes terroristes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Cameroun, par opposition à l'infraction pénale que constitue la complicité avec de tels groupes ou l'appartenance à ceux – ci ?***

Le contexte actuel exige une législation spécifique pour la lutte contre le terrorisme. Cependant, des dispositions existent dans le code pénal qui permettent d'assurer la répression d'un phénomène tel que celui des coupeurs de routes et concernant notamment les bandes armées (article 115 du code pénal) et les préparatifs dangereux (article 248).

***Prière de décrire comment l'interdiction d'acquérir des armes sans autorisation est appliquée en droit et en pratique.***

Tout achat et détention d'armes à feu est subordonné à une autorisation écrite du Ministère de l'Administration Territoriale. L'article 20 du décret n° 73/658 du 22 octobre 1973 prévoit, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des articles 237 et 238 du Code Pénal et des dispositions du Code des Douanes, une peine d'amende et même un emprisonnement dans certains cas. En tout état de cause, en pratique, l'arme litigieuse est automatiquement confisquée.

L'application de cette réglementation donne lieu à des contrôles inopinés dans les magasins de vente d'armes, les entrepôts d'armes et d'explosifs.

***Dans quel cas peut – on acquérir des armes sans une autorisation délivrée par l'autorité administrative ?***

Hormis les cas des autorisations d'acquisition d'armes à feu délivrées soit par les autorités administratives ou, pour les cas des autorisations d'acquisition et d'admission temporaire d'armes, par nos missions diplomatiques ou nos postes consulaires à l'étranger, il n'existe en principe aucun cas de figure. Néanmoins, il peut arriver que des délinquants, par des circuits informels (grand banditisme, armes de fabrication locale, coupeurs de route, frontières ) soient en possession d'armes à feu. Pour ce qui concerne les armes de guerre, seul le Ministère en charge de la défense peut les acquérir.

***Prière de décrire dans ses grandes lignes le régime camerounais de contrôle des exportations en ce qui concerne les armes.***

Le Cameroun ne disposant pas d'une industrie militaire pouvant lui permettre de fabriquer les armes à feu, n'en exporte pas. Cependant,



compte tenu du fait qu'il abrite de nombreux étrangers bénéficiaires d'autorisations d'introduction temporaire d'armes, il leur est fait interdiction de les céder aux Camerounais et, de les réexporter au terme de leur séjour. Afin d'éviter que ceux – ci ne finissent par les commercialiser au Cameroun, il est exercé un suivi de leur circulation sur le territoire national. Par ailleurs, il arrive que des armes, munitions ou explosifs destinés aux pays voisins sans littoral transitent par le Cameroun. Le convoyage de ces matériels par nos services compétents du port de débarquement (Douala), jusqu'à notre frontière avec le pays concerné, permet d'éviter des trafics et des détentions illégales d'armes.

***Prière de décrire dans leurs grandes lignes les mesures, tant législatives que pratiques, destinées à empêcher des entités ou particuliers de recruter des personnes, de réunir des fonds ou de solliciter d'autres formes d'appui pour des activités terroristes devant être menées à l'intérieur ou à l'extérieur du Cameroun en particulier :***

***Mener, à l'intérieur du Cameroun ou à partir de celui – ci des activités de recrutement, de collecte de fonds et de sollicitation d'autres formes d'appui auprès d'autres pays.***

En l'état actuel du dispositif légal régissant les activités des associations étrangères au Cameroun, la loi subordonne l'existence de telles associations à une autorisation préalable du Ministre en charge de l'Administration Territoriale après avis conforme du Ministre des Relations Extérieures. La demande doit spécifier entre autres les activités à mener, les lieux d'implantation au Cameroun, les noms, profession et domicile de ceux qui, à un titre quelconque sont chargés de ces activités. De par ce dispositif, il est quasi impossible à l'une de ces entités de s'écarter de son objet initial. Celles qui seraient tentées de le faire encourent des peines d'emprisonnement et d'amende selon les cas surtout si elles ont entrepris de porter atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat (articles 31 et 33 de la loi du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association). L'extradition des mis en cause est possible.

***Présenter des activités sous un faux jour par exemple en présentant le recrutement comme ayant un but (l'enseignement, par exemple) autre que son but réel et en réunissant des fonds par le biais d'organisations de façade.***

Outre les développements susvisés dont la pertinence s'applique aussi dans le cas d'espèce, il convient de relever que les organisations étrangères qui opéreraient au Cameroun sous forme de prête-nom tombent dorénavant sous le coup du code général des impôts du 19 avril 2002 qui suit leurs activités au Cameroun. Les mécanismes de prévention, de

détection et de répression des organisations qui opèrent sous un nom de façade dans le but de perpétrer des actes de terrorisme existent mais peuvent être renforcés dans le cadre de la nouvelle loi sur le terrorisme.

***Alinéa b) – Quels sont les « centres spécialisés » camerounais chargés de donner l'alerte rapide à d'autres Etats ?***

Le Bureau Central National Interpol et le Comité des Chefs de Police d'Afrique Centrale sont les centres spécialisés chargés de donner l'alerte rapide à tous les Etats de la sous-région.

***Prière de fournir au Comité des renseignements sur le mécanisme de coopération inter institutions qui réunit les autorités chargées de la lutte contre les stupéfiants, du suivi financier et de la sécurité, en ce qui concerne plus particulièrement les contrôles à la frontière pour empêcher les mouvements des terroristes.***

***Le Comité apprécierait que lui soit présenté un rapport de situation sur « la création et la formation d'unités spécialisées dans la lutte antiterroriste »***

Les mécanismes de coopération inter institutions pour les échanges d'informations, le suivi des trafiquants de drogue, de la circulation des armes et des mouvements de bandes armées au Cameroun font l'objet de réunions d'état major de sécurité regroupant toutes les unités spécialisées dans cette lutte. Au niveau des provinces, la tenue de réunions similaires permet d'intensifier la lutte contre ces menaces.

Dans le cadre de la police camerounaise, trois unités spécialisées créées par décret du Chef de l'Etat sont chargées de la lutte antiterroriste. Il s'agit du :

- GSO (Groupement Spécial d'Opération) qui est rattaché au cabinet du Délégué Général à la Sûreté Nationale
- SIR ( Service des Interventions et des Recherches) qui est rattaché à la Direction de la Police Judiciaire)
- SI ( Service des Interventions) qui est rattaché à la Direction de la Police des Frontières et dont les interventions sont ciblées dans les ports, aéroports et postes frontières.

A la Gendarmerie Nationale, il a été créé par un autre décret du Chef de l'Etat, un groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie nationale (GPIGN) dont les missions sont entre autres le maintien et le rétablissement de l'ordre, la lutte antiterroriste, la lutte contre le grand banditisme, la protection des sites d'intérêt vital, l'escorte des biens et

matériels sensibles, le transfèrement d'individus dangereux et la reconnaissance d'objectifs délicats.

***Alinéa c) - Prière de fournir au Comité un exemplaire des dispositions juridiques qui permettent aux chefs de la police en poste aux frontières de refuser l'entrée au Cameroun de terroristes présumés, même lorsqu'ils sont en possession d'un visa d'entrée.***

Aux termes du décret n° 2000/286 du 12 octobre 2000 précisant les conditions d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers au Cameroun, les modalités du refoulement, de la reconduite à la frontière, de l'extradition voire de l'expulsion qui y sont contenues permettent aux Chefs de la police en poste aux frontières de refuser l'entrée au Cameroun de terroristes présumés, même lorsque ceux – ci seraient en possession d'un visa d'entrée qui aurait pu leur être accordé dans une Ambassade ou un Consulat du Cameroun à l'étranger, pour raison de sécurité et d'ordre public.

***Est – ce que les demandeurs de visa font l'objet d'une enquête quant à un éventuel passé terroriste avant que les Ambassades ou Consulats du Cameroun décident de leur accorder ou de leur refuser un visa d'entrée ?***

Il convient de relever que selon l'article 31 du décret précité, la mission diplomatique ou le poste consulaire compétent dispose d'un délai maximum de 48 heures à compter de la date du dépôt de la demande de visa pour y réserver une suite. En dépit de l'actualité de la question du terrorisme, cette disposition avait déjà prévu un échange d'information avec la Direction de la police des frontières pour tout renseignement à obtenir sur des personnes qui solliciteraient des visas dans nos missions diplomatiques ou nos postes consulaires à l'étranger. Ainsi, tout demandeur de visa doit faire obligatoirement l'objet d'un interrogatoire permettant de se fixer sur les motifs réels du voyage envisagé au Cameroun et tout refus de visa, pour quelque motif que ce soit, est concomitamment notifié tant au demandeur qu'à la direction de la police des frontières.

**Alinéas d) et e) :**

***Dans quelle mesure les tribunaux camerounais sont – ils compétents pour connaître des crimes et délits appartenant à chacune des catégories suivantes :***

***Actes commis à l'extérieur du Cameroun par une personne qui est citoyen camerounais ou a sa résidence habituelle dans ce pays (que cette personne soit actuellement au Cameroun ou non)***

Dans le cas d'un crime ou d'un délit commis à l'extérieur du Cameroun par une personne de nationalité camerounaise, l'article 10 du Code Pénal camerounais stipule que la loi pénale de la République s'applique aux faits commis à l'étranger par un citoyen ou par un résident, à condition qu'ils soient punissables par la loi du lieu où ils ont été commis et qu'ils soient qualifiés de crimes ou de délits par les lois de la République. La compétence des tribunaux camerounais s'étend même lorsque le délit a été commis contre un particulier, à la seule condition que le Ministère public mette l'action publique en mouvement.

***Actes commis à l'extérieur du Cameroun par un étranger qui se trouve actuellement au Cameroun.***

L'étranger qui commet une infraction à l'extérieur et qui se réfugie au Cameroun peut y être poursuivi. Il en est ainsi des infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de contre façon du sceau de l'Etat ou de monnaies nationales. La procédure d'incrimination est déclenchée soit par un mandat d'arrêt international soit par une demande d'extradition. Dans l'un ou l'autre cas, soit le mis en cause une fois arrêté est jugé au Cameroun, soit il est extradé conformément à la demande d'extradition dûment motivée.

***Prière de fournir au Comité un Rapport de situation sur les modifications qu'il est envisagé d'apporter au code pénal et sur la législation complète que le Cameroun s'apprête à promulguer pour réprimer le phénomène du terrorisme dans toutes ses ramifications et poursuivre les auteurs d'actes terroristes.***

L'élaboration d'une loi pénale permettant de réprimer le phénomène du terrorisme dans toutes ses ramifications est en cours. Néanmoins, des domaines tels que celui de la sécurité de l'aviation civile dispose déjà d'un mécanisme de répression des actes d'atteinte à la sécurité de l'aviation civile dont les peines dans certains cas vont jusqu'à l'emprisonnement à vie (Cf loi n° 2001/019 du 18 décembre 2001 portant répression des infractions et actes dirigés contre la sécurité de l'aviation civile).

**Alinéa f) :**

***Est – ce qu'au Cameroun l'extradition dépend, à quelque égard que ce soit de l'existence de traités bilatéraux ou multilatéraux ?***

En droit positif camerounais, l'extradition qui est régie par la loi n° 97/010 du 10 janvier 1997 dépend, pour sa mise en œuvre par les autorités compétentes, de l'existence de traités bilatéraux ou multilatéraux. Mais, en dehors de ce principe établi, la pratique camerounaise en matière de coopération dans ce domaine s'inspire amplement du droit international en appliquant la réciprocité même en l'absence d'un texte particulier.

***Quel est le cadre juridique à l'intérieur duquel il doit être répondu aux demandes d'entraide judiciaire en matière d'enquêtes ou de poursuites pénales en particulier celles relatives au financement ou au soutien d'actes terroristes ? Combien de temps faut – il dans la pratique pour donner suite à une telle demande au Cameroun ?***

Au Cameroun, pour donner suite aux demandes d'entraide judiciaire en matière d'enquêtes ou de poursuites pénales, la seule exigence concerne la saisine par la voie diplomatique. Cependant, pour ce qui concerne des demandes d'entraide relatives au financement d'actes terroristes, la pratique permet de relever que, une fois saisi par le Comité des Sanctions, l'autorité monétaire répercute l'information aux établissements de crédit et au Bureau Central National Interpol qui disposent de moins d'un mois pour donner suite à une telle demande.

***Prière de préciser quels sont les vides institutionnels et juridiques qui, de l'avis du Cameroun et des autres Etats de l'Afrique centrale entravent l'application du présent alinéa ainsi que des alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de la résolution.***

L'incrimination du financement du terrorisme est un phénomène qui n'a pas encore fait l'objet d'une législation spécifique dans la plupart des Etats de l'Afrique centrale. Néanmoins par l'action de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale au travers de l'adoption d'un projet de règlement portant prévention et répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme en Afrique Centrale, il est permis de fonder de réels espoirs en ce qui concerne l'extradition et l'entraide judiciaire en matière d'enquêtes ou de poursuites pénales afférentes aux actes terroristes. De l'avis du Cameroun, le faible niveau d'échange d'informations opérationnelles ou de renseignements entre les unités spécialisées des Etats de l'Afrique Centrale est aussi le fait de l'inégalité des ressources technologiques, humaines et matérielles disponibles dans chaque Etat. Enfin, il pourrait être évoqué la nécessité de l'assistance à

apporter à ces pays pour la vulgarisation des instruments juridiques internationaux relatifs au terrorisme dans la perspective d'une harmonisation de la procédure pénale y relative entre eux.

***Alinéa g)- Il est indiqué dans le rapport que les voyageurs originaires de certains pays font l'objet d'une attention particulière. Selon quels critères le Cameroun désigne – t – il ces pays ?***

Ces pays sont désignés par les biais :

- des médias internationaux ;
- des mécanismes d'échanges d'informations entre unités spécialisées évoquées ci-dessus ;
- de la liste du Comité des Sanctions des Nations Unies et,
- les mécanismes de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OIPC Interpol).

### PARAGRAPHE III

***Alinéas a), b) et c) :***

***Est – ce que le Cameroun a conclu des accords bilatéraux de coopération judiciaire avec des Etats autres que le Mali, le France et la République Démocratique du Congo ? Dans l'affirmative prière d'énumérer ces pays.***

Outre les pays ci-dessus énumérés, le Cameroun a conclu d'autres accords de coopération judiciaire avec les pays ci – après : la République Centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République du Congo, le Niger, le Sénégal, le Tchad, Madagascar, la Mauritanie, le Gabon, le Bénin, le Burkina Faso, la République Fédérale du Nigeria et la Guinée.

***Est – ce que les Accords conclus avec le Mali, la France et la République Démocratique du Congo contiennent des dispositions sur l'extradition ?***

L'extradition figure parmi les matières régies par chacun de ces accords. Ainsi l'accord de coopération en matière de justice avec la France règle la question de l'extradition dans ses articles 43 à 60.

***Dans le cadre de l'application de la résolution, est – ce que le Cameroun compte conclure des accords bilatéraux de coopération en matière pénale et en matière d'extradition avec d'autres pays ?***

La conclusion des accords bilatéraux de coopération en matière pénale et en matière d'extradition constitue l'une des préoccupations du Cameroun. C'est ainsi qu'en fonction des réalités de sa coopération avec les pays étrangers, des négociations d'accords de cette nature sont menées depuis quelques temps avec la Fédération de Russie et la Roumanie notamment. Cependant en sa qualité d'Etat membre de l'OIPC – Interpol et d'Etat partie au traité de Palerme sur la Criminalité transnationale organisée, il peut utiliser les mécanismes prévus par ces organisations dans le cadre de l'application de la résolution.

***Alinéa d) : Le Comité apprécierait de recevoir, à propos des douze conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, un Rapport de situation sur :  
les mesures prises en vue de devenir partie aux instruments auxquels le Cameroun n'est pas encore partie.***

Au Cameroun, une loi adoptée par le Parlement autorisant le Président de la République à ratifier une Convention internationale est suivie d'un Décret de ratification dans lequel l'Etat manifeste expressément son consentement à se conformer aux dispositions pertinentes de la Convention faisant l'objet de la ratification.

C'est ainsi que le Cameroun a déjà ratifié et fait partie aux sept Conventions suivantes :

- Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963 ;
- Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à la Haye le 16 décembre 1970 ;
- Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971 ;
- Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973 ;
- Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 17 décembre 1979 ;
- Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection, signée à Montréal le 1<sup>er</sup> mars 1991 ;

- Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, protocole adopté à Montréal le 24 février 1988.

Par ailleurs, la signature, la ratification ou l'adhésion aux cinq conventions internationales ci-après est à l'étude :

- \* Convention sur la protection physique des matières nucléaires signée à Vienne le 3 mars 1980 ;
- \* Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime, signée à Rome le 10 mars 1988 ;
- \* Convention des Nations unies du 15 décembre 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif ;
- \* Convention des Nations Unies du 9 décembre 1999 pour la répression du financement du terrorisme ;
- \* Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de décembre 2000 (déjà signée)

***L'état d'avancement de la promulgation des lois et autres dispositions nécessaires en vue d'appliquer les instruments auxquels le Cameroun est partie.***

Conformément aux dispositions de l'article 45 de la Constitution du Cameroun, tout Traité régulièrement ratifié est au-dessus de la norme interne. Il n'est donc pas nécessaire, sauf en cas de contradiction avec la Constitution, de procéder au préalable à la promulgation des lois et autres dispositions juridiques en vue d'appliquer les instruments internationaux auxquels le Cameroun est partie.

***Alinéa e) – Prière de décrire la pratique camerounaise concernant l'exigence de réciprocité en matière d'extradition en vertu d'accords, en particulier lorsque les seuls éléments de preuve disponibles sont maigres ou contradictoires.***

La pratique camerounaise de réciprocité consiste à procéder avec l'Etat requérant, tel que celui – ci aura procédé avec l'Etat camerounais quant à la forme, la procédure et les sollicitations finales.



***Est – ce que les infractions énumérées dans les conventions et protocoles internationaux pertinents relatifs au terrorisme ont été incorporées en tant qu'infractions passibles d'extradition dans les traités bilatéraux auxquels le Cameroun est partie ?***

Oui cette incorporation a été prévue dans ces traités et sert de base juridique à l'extradition sollicitée.

***Alinéa f) et g) – Prière d'identifier les services spécialisés chargés des enquêtes pour s'assurer que des demandeurs d'asile n'ont ni planifié ni facilité la commission d'actes terroristes ni y ont participé, et que des auteurs, organisateurs et facilitateurs d'actes terroristes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié. Prière de décrire les dispositions juridiques qui régissent ces enquêtes.***

La Délégation Générale à la Sûreté Nationale (DGSN) et la Direction Générale de la Recherche Extérieure (DGRE) disposent en leur sein, des services spécialisés pour des enquêtes de cette nature au Cameroun. elles mènent leurs investigations avec la plus grande discrétion, conformément aux décrets qui les organisent.

## **PARAGRAPHE IV**

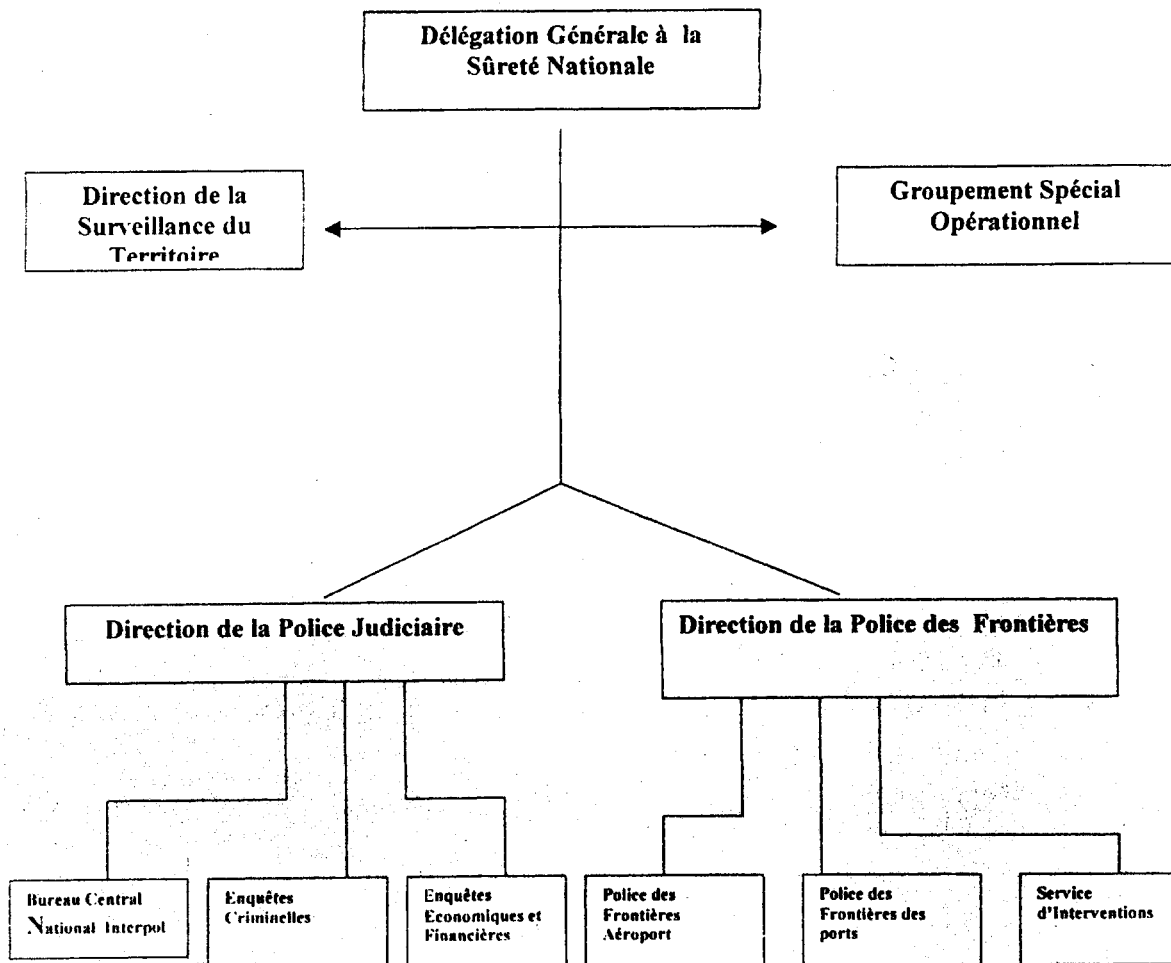
***Est ce que le Cameroun s'est penché sur l'une quelconque des préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution ?***

Le Cameroun note avec préoccupation l'étroitesse des liens existants entre le terrorisme international et d'autres phénomènes qui lui sont soit voisins, soit connexes. C'est la raison pour laquelle il a ratifié la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenus à bord des aéronefs, la convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection, la convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée et la convention internationale contre la prise d'otages. Il s'apprête à signer puis à ratifier la convention des Nations Unies contre le financement du terrorisme.

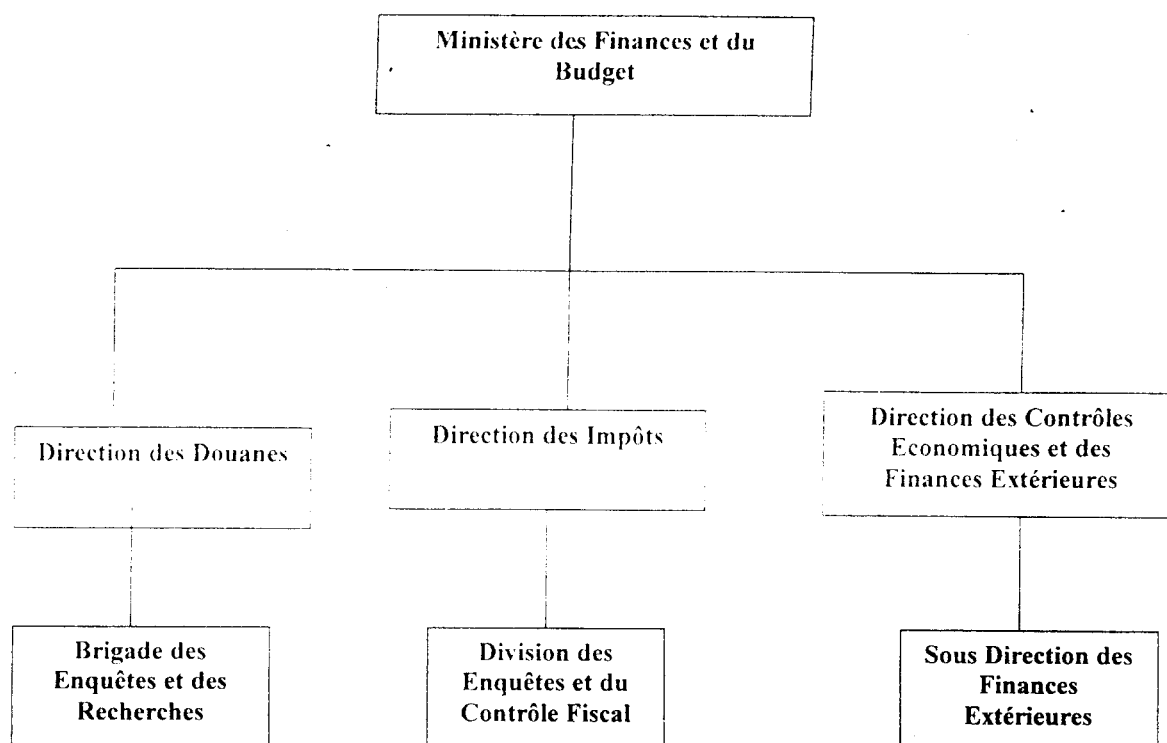
## QUESTIONS DIVERSES

*Le Cameroun pourrait – il présenter un organigramme de l'appareil administratif (autorités de police, de contrôle de l'immigration, des douanes, du fisc et de supervision financière) établi pour donner effet pratique aux lois règlements et autres documents contribuant à l'application de la résolution ?*

### AUTORITES DE POLICE ET DE CONTROLE DE L'IMMIGRATION



AUTORITES DES DOUANES, DU FISC ET DE SUPERVISION  
FINANCIERE



## **DEMANDE D'ASSISTANCE**

Afin de se conformer aux dispositions de la Résolution 1373, le Cameroun apprécierait l'assistance de la Communauté internationale dans les domaines ci-après :

### **1°) Mise en place d'une législation anti-terroriste**

- l'élaboration d'une législation nationale anti-terroriste spécifique permettra au Cameroun d'avoir un instrument de référence unique. Le caractère bi-culturel du Cameroun qui a deux systèmes juridiques (la Common Law et de droit romain) rend cette tâche plus complexe. D'où la demande d'assistance dans ce domaine.
- Quant à la prévention et la suppression du financement du terrorisme ainsi qu'au blanchiment d'argent, le Cameroun souhaiterait mettre en place une unité efficace de contrôle du système financier. Ceci nécessitera également l'assistance technique, des Organismes et structures spécialisées dans ce domaine.

### **2°) Renforcement des capacités nationales**

- Le renforcement de la capacité des services chargés de l'application des mesures anti-terroristes est un volet important pour le Cameroun.
- A cet égard, le Cameroun souhaiterait obtenir des structures et organismes spécialisées des bourses d'études et des séminaires de formation dans le domaine de lutte anti-terroriste, au profit des personnels de maintien de l'ordre, de la police des frontières, des douanes etc. De même, le Cameroun souhaiterait doter ces services des équipements techniques d'identification, de détection, de surveillance et de contrôle dans les ports et aéroports.

### **3°) Coopération judiciaire et échange d'information**

Au niveau sous-régional, le Cameroun souhaiterait une coopération plus fonctionnelle avec les pays de l'Afrique Centrale. A cet égard, le Cameroun souhaiterait une assistance pour la création d'un mécanisme d'assistance et de coopération dans la sous-région d'Afrique Centrale.

### **4°) Conseils techniques**

Le Cameroun accueillera favorablement toute assistance que pourrait lui recommander l'équipe d'Experts à l'issue de l'analyse de ce rapport.